

pressions sur ce berger. Sa famille croyait que, s'il retournait en Grèce, elle pourrait le faire revenir plus facilement que s'il demeurerait ici et devait affronter les fonctionnaires de la Commission d'appel. Cette famille grecque a trouvé l'argent nécessaire et elle a payé \$424 pour renvoyer le garçon. Je suis au courant de sa situation. La famille possède un petit restaurant.

Mardi matin, la semaine dernière, au programme de Radio-Canada intitulé «Preview Commentary» Peter Mellors a fait un commentaire de 10 minutes. Nous savons tous, lorsqu'il s'agit d'une émission de Radio-Canada, que les renseignements donnés doivent correspondre à la réalité. M. Peter Mellors a été présenté comme étant un habitant de l'une des îles grecques. Il a fait une analyse très complète de la situation qui m'a intéressé, car j'espérais qu'il soit question de ces deux Grecs qui veulent demeurer au Canada.

Je veux remercier la Société Radio-Canada de la collaboration très prompte que j'ai reçue à cet égard. La transcription m'a été remise le vendredi alors que je l'avais demandée mardi matin. Certains d'entre vous ont peut-être attendu Max Ferguson et manqué Peter Mellors. Voici ce qu'il a dit:

Il faut habiter la Grèce pour avoir une idée du flot ininterrompu de propagande dont les Grecs ont été assommés depuis l'aube du 21 avril dernier. Et dans tout autre pays socialement et économiquement arriéré, je devrais dire développé, la radio est le plus puissant moyen de contrôle de la pensée. Elle répand son message insidieux même dans les foyers, au moment où l'on prépare les enfants pour l'école, où la femme s'occupe des travaux ménagers, où le mari prend son dîner et où la famille se réunit le soir. Les gens peuvent disparaître ce qu'ils entendent, ils n'ont même pas besoin d'écouter, mais le poison fait quand même son œuvre.

La radio grecque n'a jamais été autre chose que la voix du parti au pouvoir.

Voilà qui est bien différent du Canada, vous savez.

Ainsi, les colonels ne font vraiment que se conformer aux principes des hommes politiques méprisés, en s'adressant à eux-mêmes, à chaque heure du jour, une profusion de compliments. Le premier ministre, M. Papadopoulos, a été débordé de télégrammes élogieux de part et d'autres du pays, au sujet de la clémence étonnante dont il a fait preuve lors de la récente amnistie accordée à tous les prisonniers politiques du régime. Il est étonnant, en effet, que l'amnistie ait été accordée à environ 10 p. 100 de ces prisonniers, mais ce sont là des détails que la radio ne se soucie pas d'annoncer. La même sélection s'exerce à l'égard des États-Unis et des autres nations du monde libre. Les exploits spatiaux des Américains font l'admiration du monde entier, tandis que les efforts déployés par les Russes en ce sens passent à peu près inaperçus. Quant à la guerre au Vietnam, nos vaillants alliés américains ont remporté la victoire d'une fois.

Au cours de l'ancienne et magnifique époque de la démocratie, les Grecs pouvaient comparer les

nouvelles de la radio avec les comptes rendus des journaux. Cela ne rimerait à rien de nos jours. Les journaux renchérissent sur la radio et rivalisent même entre eux en louangeant, à qui mieux mieux, M. Papadopoulos et ses collègues du cabinet, gens à l'esprit magnanime, patriotes, incorruptibles et éminemment compétents, bien entendu. Le contrôle des nouvelles en Grèce ne se borne pas à la radio et à la presse. On a émis des timbres-poste spéciaux pour célébrer la révolution du 21 avril, et l'on a apposé sur les timbres des sceaux, porteurs de mots d'ordre exaltant les vertus du gouvernement national, appellation que s'attribuent les colonels.

Dans l'île où j'habite, on a installé de grandes affiches, montrant un labyrinthe jalonné de poteaux indicateurs qui représentent ces souillures d'une société démocratique dont le gouvernement national a sauvé les Grecs: l'anarchie, la corruption, le communisme, naturellement, et quelque chose qu'on appelle le fascisme rouge. La plupart des petits commerçants ont placé cette affiche en évidence de sorte qu'elle frappe le regard lorsqu'on entre dans leur établissement. J'ai remarqué qu'un ou deux commerçants l'ont presque cachée. Ce sont des petites choses comme celle-là qui révèlent ce que les Grecs pensent de leur gouvernement.

En réalité, malgré toute la propagande et sans parler des quelques bonnes choses que les colonels ont trouvé moyen de réaliser, la majorité des Grecs semble avoir de moins en moins de considération pour ses maîtres. C'est que les gens commencent à comparer les promesses des colonels avec leurs réalisations, et la propagande ne saurait cacher le fait que la situation, loin de s'améliorer, va de mal en pis, particulièrement du point de vue économique.

Mais que peut-on faire? Le moindre murmure de mécontentement vous conduit en prison. On a réduit les hommes politiques au silence, purgé l'armée, chassé le roi du pays. Pendant ce temps, les colonels poursuivent leur petit bonhomme de chemin, soutenus—c'est tout ce qu'on peut supposer—par leur propre propagande.

Voilà ce qu'a diffusé Radio-Canada, pas plus tard que mardi matin de la semaine dernière. D'après cet homme, dont je tiens les commentaires pour véridiques et qui parlait sur le vaste réseau de Radio-Canada, la situation en Grèce s'aggrave au lieu de s'améliorer, surtout au point de vue économique. Il y a eu une révolution en Grèce en avril dernier.

J'aimerais parler maintenant de la révolution à Cuba, il y a six ans. Vous avez peut-être entendu parler de la gymnaste cubaine de 24 ans, qui a pris part à des épreuves sportives à Vancouver. Elle aurait abandonné le navire. Au moment du départ, elle était introuvable. Ses coéquipiers n'ont pu la retrouver et sont retournés dans leur pays. Quelques jours plus tard, elle est réapparue à Vancouver. Peu après, j'ai demandé au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration quelles mesures son ministère comptait prendre à l'égard de cette jeune Cubaine, que je ne connais pas et dont je ne sais rien. Il m'a dit ne posséder aucun détail à ce propos, mais en promettant de me renseigner le lendemain. Il me montra le lendemain une déclaration circonstanciée du sous-ministre de la Citoyen-